

## CONDITIONS DE TRAVAIL A LA DRFIP, UNE SITUATION INACCEPTABLE ! LES AGENTS FACE A LA DIRECTION

Un comité technique était convoqué le mardi 15 mai 2012 sur l'immobilier et les conditions de travail. Alors que les organisations syndicales représentatives avaient demandé la présence de la DG (bureau BP2C), la direction nous avait informées de son refus de participation, aux motifs que la DG ne rencontre pas les agents dans le cadre d'instances locales. Quel mépris pour les agents alors que nombre de dossiers sont financés et pilotés par le niveau national !

Dans ce contexte de dialogue social défaillant, d'accumulation des difficultés à exercer nos missions, de la dégradation des conditions de travail due notamment aux problèmes immobiliers, de sécurité, de suppressions massives d'emplois, avec une campagne IR-ISF organisée dans des conditions anormales, la CGT et FO ont décidé de réunir les personnels en HMI (suite à proposition faite à l'ensemble des syndicats représentatifs) et d'organiser des tournées de services sur tous les sites, afin de définir les revendications et les moyens d'actions immédiats.

Les agents ont souhaité se rendre en délégation pour porter directement leurs revendications le jour du CTL du 15 mai. La direction a accepté de les recevoir en audience collective ce même jour à partir de 9h00. Près d'une centaine de collègues, représentant les différents sites de la DRFIP ont présenté leurs revendications et griefs au gérant intérimaire, M. Pery, et à une partie de son équipe de direction sur toute la matinée.

Ils ont dénoncé l'absence de la DG au comité technique local et le jeu de renvoi systématique entre les deux niveaux local et national, méthode éculée de la direction afin de ne pas s'engager sur nombre de dossiers. Pour exemple, M. Pery a renvoyé à une décision DG l'application des mesures de bonifications issues du décret concernant les Zones Urbaines Sensibles. Autre exemple : les problèmes du hall d'accueil de Paganini 20<sup>ème</sup>, conçu par la DG contre l'avis de la direction et des agents sur certains points. Un nouvel exemple : des fenêtres scotchées, non isolantes rue de Londres que ni la DG ni la direction n'acceptent de changer entraînant une surconsommation électrique et sans effet sur le bien être des agents qui ont travaillé dans le froid !

A tour de rôle les participant-e-s ont évoqué les mauvaises conditions de travail sur leurs sites liés, le plus souvent, à des problèmes de moyens en effectifs, de matériel, d'espaces de travail, de sécurité, de nuisances sur des sites en travaux... Notons les situations récurrentes :

- Ascenseurs en panne, mauvaises isolations des ouvrants et des immeubles, chauffages insuffisants, climatisations inadéquates, mauvaises aérations et qualité de l'air, nettoyage insuffisant et inadapté sur les sites en travaux, sanitaires défectueux, portes à refaire, manques d'imprimantes y compris pour l'accueil du public, inondations...
- Déménagement ds secteur pour installer le pôle téléphonique pendant la campagne IR-ISF.

- Effectifs en berne, absence de réunion de services et relation insuffisante avec la hiérarchie alors que se multiplient les notes et les nouveautés dans l'exercice de nos missions.
- Restructuration des CDIF contre l'avis de tous les agents et création du PELP, alors que des groupes de travail nationaux sont en cours.
- Manque de soutien en cas d'agressions verbales ou physiques sur des agents, fiches de signalement d'incident peu connues, souvent absentes à l'accueil, protocole sur la protection des agents non diffusé et peu accessible via Ulysse.
- Pressions inadmissibles sur les validations des congés des agents subordonnées à des réalisations d'objectifs (notamment à la saisie de toutes les déclarations IR, avant la 2<sup>e</sup> extraction), en contradiction avec les engagements de la direction.
- Politique immobilière catastrophique : Abandon des sites de Belleville 20° et de Montreuil et entassement sur Paganini 20° des services. Site de Riquet 18° inadapté à l'accueil du public notamment en période de campagne IR-ISF avec une réception du public organisée en partie en extérieur, sans abri en cas de pluie ! Problème d'évacuation en cas d'incendie sur Tolbiac 13° pendant la campagne IR-ISF.

M.PERY voulait nous faire croire qu'il découvrirait la plupart des problèmes, alors que ceux ci ont été déjà largement évoqués lors de nombreuses réunions, groupes de travail, audiences, pétitions, cahiers revendicatifs, actions concrètes des agents et cadres institutionnels (CHS-CT, CTL...). L'administration s'est à nouveau contentée d'écouter, de « noter » la plupart des difficultés, et de renvoyer à de futures expertises les possibilités de solutions. Elle s'est engagée :

- contre les pressions sur les congés,
- sur la nécessité d'informer l'ensemble des agents de l'existence et les modalités d'utilisation des fiches d'incidents qui doivent être disponibles sur tous les sites, entre autre à l'accueil.
- sur l'accessibilité directe du protocole de protection des agents sur Ulysse
- à rappeler aux chefs de service le soutien et l'accompagnement qu'ils doivent apporter aux agents en cas d'agression, jusqu'au dépôt de plainte de l'agent concerné comme de l'administration.

En conclusion, les agents et leurs organisations syndicales CGT et FO ont exigé la suspension de toutes les restructurations en attendant les nouvelles orientations gouvernementales. Ils ont rappelé qu'ils interpellent par l'action concrète la direction, à chaque fois que les personnels estimeront que les réponses de l'administration sont insuffisantes dans le cadre du dialogue social institutionnel . Pour l'ensemble de ces raisons, la CGT et FO sont reparties avec les agents, refusant de participer à cette convocation du CTL.

**Dans le prolongement de cette audience, restons mobilisés !**

**Nous ne lâcherons rien ! Ensemble définissons les moyens d'actions à mettre en oeuvre pour faire aboutir nos revendications et améliorer nos conditions de travail !**